

Éditorial

Volume 10, Number 3-4, 1997

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1009027ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1009027ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Presses de l'Université du Québec

ISSN

0776-5436 (print)

1918-9699 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

(1997). Éditorial. *Revue internationale P.M.E.*, 10(3-4), 7–9.
<https://doi.org/10.7202/1009027ar>

Éditorial

L'importance qu'ont prises les PME ces dernières décennies dans les pays industrialisés et dans les pays en développement a permis d'instituer ou de renforcer diverses associations de défense de leurs droits et de créer des programmes afin de promouvoir leur développement. Les chambres de commerce, probablement les associations les plus anciennes à cet égard, ont joué un rôle important dans la mise en place de diverses formes d'aide et de soutien adaptées à leurs besoins. D'autres associations, comme les Jeunes patrons en France ou le Groupement des chefs d'entreprises du Québec, ont également élaboré des services, en particulier au regard de la formation et de l'information, et ont multiplié les démarches pour obtenir de meilleures conditions de crédit des institutions financières. Grâce à ces initiatives, les PME peuvent jouer un rôle encore plus actif dans le développement national et dans la multiplication de milieux dynamiques territoriaux.

En Belgique, un des plus anciens regroupements de PME, l'Association des classes moyennes, démontre, par son nom, l'importance des PME dans la création d'un tissu territorial vigoureux. Ce nom, soulignant leur rôle de représentants des classes moyennes, rappelle que les PME ont toujours rempli une fonction d'intermédiaire entre les grandes entreprises, dont la stratégie internationale se soucie rarement du bien-être des habitants des territoires ciblés pour leur implantation, et les ouvriers ou la classe prolétarienne, trop souvent divisés et exploités durant la première révolution industrielle et le début de la deuxième. On connaît trop de multinationales, attirées par des ressources naturelles abondantes ou stimulées par des subventions étatiques considérables, qui, encore aujourd'hui, implantent une filiale dans une région pour, une fois les avantages obtenus, déménager sous d'autres cieux, faisant fi des réactions syndicales et du contre-coup que doivent subir les employés et, finalement, du développement de toute la région. C'est ce qu'expliquait déjà François Perroux¹, dans les années 1960, en parlant des effets de domination avec les investissements des grandes entreprises.

Les PME et leurs associations jouent souvent un rôle de premier plan dans le dynamisme territorial. Les propriétaires-dirigeants proviennent le plus souvent de la région et doivent tenir compte, dans leurs objectifs, des besoins de la société qui les entoure. Plusieurs d'entre eux deviennent présidents de clubs sociaux, soutiennent les clubs sportifs, participent à divers forums pour soutenir l'économie

1. F. Perroux, « Le dynamisme de la domination », dans *L'économie du XX^e siècle*, Paris, Les Presses universitaires de France, 1961, p. 83-95 ; voir aussi S. Sideri, *Trade and Power*, Rotterdam, Rotterdam University Press, 1970.

locale, deviennent même maires, etc. Ils ont soin aussi d'engager des travailleurs locaux et plusieurs tiennent compte des liens familiaux ou amicaux dans leur politique de ressources humaines. De même, ils achètent le plus possible dans la région et recourent à divers services localisés. Lors de ralentissements conjonctureux, ils hésiteront avant de procéder à des licenciements afin de ne pas trop perturber leurs liens avec la région.

Les PME constituent ainsi une des forces qui président à la création d'un tissu socio-économique régional vigoureux. Non seulement facilitent-elles l'avancement économique d'une petite bourgeoisie régionale ou locale avec ces propriétaires-dirigeants et les cadres des institutions territoriales, mais elles accélèrent également l'échange économique sur lequel repose en partie le dynamisme d'une région. Au contraire, un conservatisme trop rigide ou le repli de cette petite bourgeoisie sur ses richesses acquises dans le passé peut considérablement entraver le développement territorial, comme on le constate dans certaines régions amorphes.

Dans les pays en développement, le rôle des PME se révèle encore plus crucial pour compenser souvent l'échec des investissements internationaux tournés uniquement vers l'extérieur ou des grandes entreprises publiques embourbées dans une bureaucratie de plus en plus paralysante. Elles sont souvent les seules à pouvoir former cette classe moyenne capable de stimuler les échanges économiques et de créer des flux permanents et de là une économie monétaire pour remplacer graduellement l'économie de troc et faciliter le démarrage économique.

Ce n'est donc pas un hasard si, par exemple, dans les districts industriels de la Terza Italia, les propriétaires-dirigeants de milliers de petites entreprises, à l'instar de leurs employés, sont membres de syndicats, que ces derniers soient d'obédience communiste ou catholique, car, finalement, le « grand ennemi », pour ces petits propriétaires comme pour les employés, serait les dirigeants des grandes entreprises nationales ou internationales, dans ce cas-ci de l'Italie du Nord, trop souvent insensibles aux besoins des régions et de leur population.

Dans ce numéro, les deux notes de recherche, celle traitant des valeurs des dirigeants par Véra Ivanaj et Sybil Géhin de l'Université de Nancy et celle se rapportant aux spécificités des prises de contrôle par les PME par Gilles Guieu de l'Université de Grenoble, abordent cette particularité des PME à tenir compte des valeurs sociopolitiques en sus des objectifs économiques pour mieux s'insérer dans le développement du territoire où elles sont implantées. Ce numéro commence par une analyse financière de la performance et du risque des PME françaises réalisée par Bernard Paraque de la Banque de France, Dorothee Rivaud-Danset de l'Université Paris XIII et Robert Salais de l'IRESCO ; il est intéressant de noter que cette analyse tient aussi compte du comportement des dirigeants. Cet article est suivi d'une étude sur les relations entre les réseaux en partie territoriaux et la trajectoire technologique par Jacqueline Estades et Shyama Ramani de

l'Université Pierre Mendès France. Le troisième article sur les pratiques en gestion des ressources humaines dans les PME exportatrices est relié quelque peu à cette problématique puisqu'il révèle que cette gestion ne change pas beaucoup que l'on soit ouvert ou non à l'international, montrant encore une fois l'importance d'autres éléments comme l'insertion dans le territoire par les PME.

La direction